

## 2008, le gouvernement contesté : faire gagner nos revendications en 2009

## UNE RENTREE 2009 ACTIVE POUR AMPLIFIER LES RIPOSTES

Le repli de Darcos et Sarkozy sur la réforme du lycée en appelle d'autres. Dans le monde universitaire les contestations sont multiples. Elles se traduisent par des formes nouvelles d'action –« désobéissance universitaire » -qui associent ensemble les dimensions individuelles et collectives que porte le syndicalisme du SNESUP. La rentrée de janvier annonce un nouvel élan. Un ensemble de **manifestations unitaires « éducation » est prévu le samedi 17 janvier** (appel très large des organisations syndicales, des mouvements étudiants et lycéens, des parents d'élèves). Une initiative **Enseignement Supérieur Recherche** s'organise vers le 20 janvier pour faire entendre nos revendications soutenues déjà par des centaines d'AG, des milliers de signatures sur les pétitions « respect du statut » et « refus du dispositif master/concours »... La **grève administrative prendra dès la rentrée de janvier une forme plus visible avec la rétention collective des notes de partiels et examens, et le blocage des maquettes de master « enseignement »**. Sont en préparation : une grande manifestation pour remettre les motions au ministère, un rassemblement dans un lieu couvert le soir avec personnalités scientifiques et politiques.

Les fédérations de l'éducation, FAEN, FERC-CGT, FNEC-FP-FO, FSU, SGEN-CFDT, SUD-Education, UNSA-Education, appellent les personnels de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la recherche ainsi que de la jeunesse et des sports à participer massivement **à la grève et aux manifestations le 29 janvier** aux côtés des autres salariés du privé et du public. Cette journée doit également être pour eux l'occasion de donner un prolongement unitaire à leurs luttes et de porter avec force une nouvelle fois leurs revendications :

- contre les suppressions de postes et la remise en cause du service public d'éducation et de recherche,
- pour une école assurant la réussite de tous les jeunes,
- pour leurs salaires, leurs statuts et la revalorisation de leurs métiers.

Les syndicats de la FSU du supérieur et de la recherche SNESUP- SNCS - SNASUB – SNEP, les syndicats et collectifs SLR et SLU appellent les étudiants et les personnels à construire une journée d'action rendant visible la défense du service public d'enseignement supérieur et de recherche.

**LAICITE** : Un an après le discours de N. Sarkozy au Latran « ... la République ...répugne à reconnaître la valeur des diplômes délivrés dans les établissements d'enseignement supérieur catholiques alors que la convention de Bologne le prévoit, n'accorde aucune valeur aux diplômes de théologie ... cette situation est dommageable pour notre pays ».

Le 18 décembre, B. Kouchner, a signé avec un représentant du Vatican un accord où la France s'engage à reconnaître la valeur des titres et diplômes, canoniques (théologie, philosophie, droit canonique) ou **profanes**, délivrés par « les établissements d'enseignement supérieur catholiques reconnus par le Saint-Siège ».

Cet accord casse le principe du monopole d'État de la collation des grades universitaires : les universités catholiques doivent aujourd'hui pour conférer une licence ou un doctorat, soit passer une convention avec une université publique, soit demander au recteur l'organisation d'un jury. En théologie ou en droit canonique, seuls les diplômes de Strasbourg (concordat) sont reconnus. Les universités catholiques (environ 20 000 étudiants) pourraient conférer directement licences ou masters dans **TOUTES** les disciplines (**profanes!**), et leurs étudiants diplômés d'un master seraient acceptés en thèse.

**Le SNESUP dénonce cet accord**, qui non seulement remet en cause les fondements laïcs de la République mais accroît la concurrence et la marchandisation des diplômes. Il intervient avec force pour **empêcher sa ratification parlementaire**.

Le comité de suivi de la loi LRU vient de rendre son rapport annuel aux parlementaires et au CNESER. Ce comité composé de membres choisis par le gouvernement et la majorité, refuse d'entendre les contestations du cœur de la loi : atteintes à la collégialité et aux libertés scientifiques, éclatement concurrentiel du service public. Les 18 recommandations (voir [www.snesup.fr](http://www.snesup.fr)) formulées par ce rapport qui pourraient donner lieu à un nouveau texte législatif tournent le dos aux exigences scientifiques et démocratiques. Comme le portent nombre d'actions (dans les IUT, sur la défense des statuts, pour l'emploi, pour revaloriser nos métiers, ...), c'est bien la loi LRU toute entière que le SNESUP entend remettre en cause.

**Faire de l'année 2008/2009 un cap pour le renforcement du syndicalisme universitaire SNESUP.**  
**Dans la bataille, inédite dans son ampleur et sa durée, pour le supérieur et la recherche,**  
**Le règlement rapide des cotisations syndicales fournit les ressources de nos actions !**

**Dernière minute** : Le SNESUP exige l'arrêt immédiat de l'offensive militaire israélienne à Gaza et l'arrêt de tous les actes de violence envers toutes les populations civiles.